



L'activité des studios de Titra Films n'a jamais été totalement à l'arrêt.



Si plusieurs arrêts d'activité ont été partiels, grâce à la mise en place du télétravail qui a permis la finalisation de quelques projets, la reprise s'annonce incertaine, la filière dépendant du redémarrage des tournages. ■ PATRICE CARRÉ

**L**e confinement est venu frapper de plein fouet une filière déjà fragilisée par la baisse continue des financements consacrés à la fabrication des films. Certains studios ont néanmoins réussi à maintenir une activité en télétravail, les groupes multitâche étant moins touchés que d'autres entités. En avril, l'activité de Hiventy a ainsi été réduite seulement de moitié, selon les premières estimations de Thierry Schindelé, son Dg: "Au début, nous avons maintenu sur site uniquement les travaux jugés essentiels, notamment la livraison aux chaînes et aux plateformes. Depuis le 11 mai, nous reprenons doucement tout ce qui est postproduction, doublage et restauration." Chez Titra Films, l'arrêt n'a jamais été non plus total, les studios d'enregistrement ayant néanmoins été fermés au plus fort du confinement: "Nous avons initié un gros travail de préparation du déconfinement à partir du 4 mai avec la profession, afin de mettre en place des règles sanitaires strictes qui nous ont permis de rouvrir

## La postproduction appréhende une deuxième vague

dans des conditions optimales de sécurité à partir du 11 mai", résume la Dg du groupe, Sophie Frilley. Certains labos tels que AGM Factory ont mis à profit la période en développant de nouvelles technologies, comme une solution de monitoring à distance pour l'image ou encore une plateforme d'enregistrement en ligne dédiée au doublage et aux postsynchs. Pour des structures plus spécialisées comme Color France, qui ne traite que l'image, l'arrêt a été total jusqu'au 11 mai, hormis quelques maintenances techniques. "Pour le moment, nous avons repris quasi naturellement nos plannings en étalonnage avec deux mois de décalage. Mais, si les tournages ne redémarrent pas assez rapidement, nous aurons une deuxième vague, économique celle-là. Nos sociétés vont se retrouver à nouveau sans activité car nous n'aurons plus de matières premières à traiter", s'alarme le Dg Varujan Gumusel. Une inquiétude partagée par l'ensemble des acteurs de la filière. "On n'a déjà jamais beaucoup de visibilité dans ce métier, mais là ça dépasse tout!", s'exclame Nicolas Naegelen, directeur et fondateur de Poly Son. "Un film ou une série tournés sont toujours terminés. Mais les perspectives d'avenir sont difficiles, car nous sommes dépendants des tournages à venir et de la façon dont les cartes vont être

**"Certains labos ont mis à profit la période en développant de nouvelles technologies."**

rebattues. Actuellement, notre activité est quasiment de 90%, mais c'est très temporaire. On pourra faire une estimation correcte fin décembre, voire en milieu d'année prochaine. Je pense qu'on sera à -30%, car les effets vont perdurer jusqu'en 2021." Même situation pour le secteur des effets visuels, lequel a pourtant une carte à jouer, notamment grâce à sa capacité à apporter des réponses concrètes aux contraintes sanitaires

**Il faut nous aider à refinancer cette croissance!**

des tournages, interdisant pour le moment toutes les scènes de promiscuité et notamment celles avec foule. Encore faut-il que les producteurs, fragilisés par des surcoûts, puissent faire appel à leurs services. L'autre danger en période de redémarrage est de se trouver confronté à des superpositions de planning et donc de devoir refuser des projets, avec des pertes financières supplémentaires à la clé. "Le risque d'embouteillage est réel. Je milite pour étaler les travaux dans le temps afin de lisser l'activité", confirme Thierry Schindelé. "Il serait dangereux d'augmenter nos capacités afin de faire face à deux mois de suractivité pour se retrouver ensuite avec une forte baisse durant les trois mois suivant. Évidemment, cela ne dépend pas uniquement de nous. Quant aux aides mises en place par l'État, elles passent surtout par un décalage du paiement des charges sociales. Or, le redémarrage entraîne des coûts de montée en puissance. Il faut absolument nous aider à refinancer cette croissance. Heureusement, nos clients ont joué le jeu dès mars et, pour le moment, notre trésorerie ne s'est pas autant détériorée qu'on aurait pu le craindre." ■